

« Enjeux et potentialités de la croisière maritime en PACA » - Florence LIBRA
Intervention au nom des Groupes CGT et FSU

Les groupes CGT et FSU ont choisi de voter contre l'avis portant sur le tourisme de croisière.
En voici les raisons:

- 1) Tout d'abord, l'avis qui porte le titre : "enjeux et potentialités", dresse un panégyrique du tourisme de croisière et ne prend pas assez en compte les problématiques afférentes à ce mode de tourisme.
- 2) Ensuite, le fait qu'un certain nombre d'éléments critiques que nous avons apporté dans les débats de la commission ne figurent pas dans le projet final.
- 3) Quant à la réalité des retombées économiques positives, mise en exergue dans l'avis sur le secteur d'activité du tourisme, elle reste encore à être démontrée. Les données chiffrées sont celles fournies par le secteur des croisiéristes et leur réalité est remise en cause par certains observateurs de ce secteur d'activité.
- 4) Les groupes CGT et FSU tiennent tout d'abord à souligner les réelles retombées positives du tourisme de croisière sur le secteur de la réparation navale, essentiellement pour Marseille, tant en terme d'activité que d'emplois générés. Le développement de la réparation navale sur Marseille est, dans le contexte actuel, étroitement lié à sa capacité à accueillir les navires de croisière nécessitant des réparations. Pour autant, nous ne pouvons faire l'impasse sur des aspects plus problématiques du tourisme de croisière.
- 5) La politique des croisiéristes est, entre autre, de créer leurs propres filiales d'excursion et des espaces touristiques (îles, ports...) qui leur appartiennent, au même titre, leurs bateaux de croisières sont de véritables complexes touristiques disposant de parcs de loisirs, de casinos, de bars, de restaurants, etc... dont la seule finalité est de proposer un large panel de prestations de service payantes pour rentabiliser le coût de la croisière.
- 5) Nous pouvons aisément comprendre que "ces cages dorées", avec des tarifs de réservation très attractifs, aient permis aux croisiéristes de gagner des parts de marché substantielles dans ce secteur économique. Pour autant, cela pourrait aussi amenuiser la courbe de croissance des autres activités touristiques concurrentes situées sur le territoire et finalement, neutraliser les éventuelles retombées économiques de la région.
- 7) A budget contraint, l'aménagement du territoire se traduit par des arbitrages permanents entre les infrastructures au bénéfice d'activités particulières ou en réponse à des besoins identifiés. Il en va ainsi en matière d'aménagement des zones portuaires.
Les groupes CGT et FSU considèrent que les arbitrages en faveur des aménagements destinés aux activités de croisière ne peuvent pas se faire au détriment des autres activités portuaires plus porteuses d'emploi.
- 3) La course au gigantisme des bateaux engagée par les compagnies de croisières n'a pas pour but de générer de l'emploi en région, mais simplement de répondre à la recherche de rentabilité, ce qui engendre trois problématiques de fond :

- 9) La première, c'est qu'elle conduit à développer un modèle social basé sur la dérèglementation, les pavillons de complaisance, des conditions de travail et d'emploi souvent dégradées pour les salariés.
- 10) La deuxième et la troisième problématique, nous amènent à réfléchir sur les risques environnementaux et les risques de sécurité.
A l'instar de fait récent, les risques d'accidents liés à la volonté de passer trop près des côtes sont à prendre en considération, pour cela, la législation doit être interrogée et adaptée en conséquence
- 11) Enfin un bateau de croisière à quai représente une consommation électrique quotidienne équivalente à une ville de 50 000 habitants, soit de 42 000kw et une consommation de fuel de 2,5 t/h. C'est la raison pour laquelle développer ce type d'activité semble contradictoire avec les engagements de la France en matière d'économies énergétiques, de diminution des activités polluantes et émettrices de co2.